Statuts

I. Dénomination – Siège Social – Exercice Comptable - Durée

Article 1.

L'association, enregistrée comme association sans but lucratif en conformité avec la loi du 27 juin 1921, a pour dénomination:

- en français : Plateforme Technologique et de l'Innovation de l'Aquaculture européenne
- en néerlandais : Technologische- en Innovatie- Platform van de Europese Aquacultuur
- en allemand : Technologie und innovation plattform der europäischen aquakultur
- en anglais : European Aquaculture Technology and Innovation Platform
- en espagnol : Plataforma Tecnológica y de Innovación de la Acuicultura Europea

Article 2.

Le siège social de l'association est établi :

Rue de Paris 9

4020 Liège

Belgique

dans l'arrondissement judiciaire de Liège

Il peut être transféré en tout autre lieu sur décision de l'Assemblée Générale.

Article 3.

L'association peut établir tout bureau, toute section, toute représentation et correspondant, permanent ou temporaire, en Belgique et dans tout pays européen.

Article 4.

L'exercice comptable correspond à l'année calendrier.

Article 5.

La durée de l'association est indéterminée.

II. Buts de l'Association

Article 6.

L'EATIP est une association composée d'associations et de fédérations, sociétés, autorités publiques, institutions et universités, institutions financières, d'origine européenne ou internationale, qui ont chacune déclaré un intérêt professionnel dans le développement durable de l'aquaculture européenne. Elle n'a aucun caractère politique et aucune activité à but lucratif.

L'EATIP a pour buts:

1. D'identifier et de mettre en œuvre des actions visant à améliorer la compétitivité des professionnels de l'aquaculture européenne et des industries connexes, notamment par le biais de l'application d'activités fondées sur la connaissance.
2. D'étudier, développer, promouvoir et défendre les opinions collectives de la recherche ainsi que les exigences d'innovation et les défis identifiés par ses membres, sans s'impliquer dans les activités professionnelles de ses membres; plus précisément, d'établir un agenda stratégique de recherche pour l'aquaculture européenne pour les prochaines décennies, accompagnée par un plan de mise en œuvre approuvé.
3. De communiquer ces opinions collectives aux autorités, entités et intérêts concernés, et être reconnue en tant que Plateforme Technologique européenne approuvée par la Commission Européenne et les Etats Membres de la Communauté Européenne et l'Espace économique européen.
4. De développer des mesures et structures qui permettront d'améliorer les conditions-cadres de la recherche, du développement et de l'innovation en vue de soutenir le développement durable de l'aquaculture.
5. D'assister ses membres effectifs dans l'organisation de leurs activités, notamment en créant des conditions d'étude commune et en mettant à leur disposition des services administratifs et de soutien.

III. Membres

Les Membres Effectifs sont:

1. Des sociétés individuelles, publiques ou privées, dont l'activité principale se situe dans la chaîne de valeur aquacole.
2. Des Associations sans but lucratif ou Fédérations dont les objectifs sont à caractère européen ou national et qui représentent un élément de la chaîne de valeur aquacole (producteur, fournisseur de service ou de matériel, transformateur, détaillant).
3. Des Instituts de Recherche, publics ou privés, et Universités dont les activités et les objectifs sont en rapport avec les buts de l'association.
4. Des institutions financières qui investissent dans ou financent des activités commerciales dans la chaîne de valeur aquacole.
5. Des fondations ayant un intérêt défini dans le développement de l'aquaculture.

Article 7.

Les Membres Associés sont des individus qui, par leur adhésion, témoignent de leur intérêt dans les activités de l'association et apportent leur soutien.

Article 8.

Les Membres Invités sont des individus qui sont invités, par le Conseil d'administration, à participer aux activités de l'EATIP afin de fournir des conseils sur des questions spécifiques.

Article 9.

Les Membres d'Honneur sont des personnalités à qui l'Assemblée générale a concédé ce titre à l'examen de leur haut niveau de compétence ou en reconnaissance d'éminents services qu'ils ont donnés aux objectifs de l'association.

Article 10.

L'admission d'un demandeur à être membre fait l'objet d'une décision du Conseil d'administration. Tout candidat dont l'admission est rejetée par le Conseil d'administration peut faire appel de cette décision devant l'Assemblée générale.

Article 11.

Les membres effectifs ont l'obligation de payer à l'EATIP une cotisation annuelle, sur base d'un système approuvé et fixé par l'Assemblée générale. Le montant de la cotisation ne peut excéder 20,000 (vingt milles) euros.

Un membre effectif qui n'aura pas payé sa cotisation annuelle sera considéré comme démissionnaire.

Article 12.

Tout membre peut démissionner de l'EATIP, à n'importe quel moment via lettre recommandée dûment signée et adressée au Président. La démission prendra effet à la fin de l'année comptable au cours de laquelle la démission aura été communiquée.

Article 13.

Sur proposition du Conseil d'administration, un membre peut être exclu par l'Assemblée Générale, en respectant la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Un membre ne peut être exclu qu'après avoir été informé des raisons motivant l'exclusion, ce au moins deux mois avant la date de l'Assemblée générale qui sera amenée à se prononcer sur la proposition d'exclusion et après avoir eu l'occasion de se défendre devant l'Assemblée générale.

Article 14.

Le membre démissionnaire ou exclu, tout comme les héritiers et ayant-droits d'un membre disparu ou décédé, n'a pas le droit de faire appel à l'actif de l'Association.

IV. Composition de l'Association

A. Assemblée Générale

Article 15.

L'assemblée générale se compose de Membres Effectifs; elle possède tout pouvoir en matière de réalisation des buts de l'association. Les Membres Associés et les Membres d'Honneur peuvent assister à l'Assemblée générale.

Article 16.

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an, là et où l'aura décidé le Conseil d'administration. Une Assemblée générale peut être convoquée – elle sera considérée comme Extraordinaire – soit à l'initiative du Conseil d'administration ou suite à une demande écrite d'au moins un tiers des membres effectifs de l'association.

La convocation de l'Assemblée générale se fera via courrier postal ou courriel électronique par le secrétaire général – ou si nécessaire par un administrateur désigné à cet effet – au moins deux semaines avant la date de l'Assemblée générale. Les autres membres de l'association pourront également être convoqués.

Les membres effectifs sont représentés à l'Assemblée générale par leur président, leur secrétaire général, leur administrateur ou par toute autre personne déléguée à cet effet. Chaque membre effectif de l'association peut être représenté à l'assemblée générale par un autre membre effectif.

Article 17.

A l'assemblée générale, les membres effectifs ont un vote délibératif; les autres membres ont un vote consultatif.

Article 18.

À moins qu'il existe une disposition contraire dans les statuts, l'Assemblée générale décide, sur la base d'une majorité simple sur base des membres effectifs présents ou représentés. En cas d'égalité de voix, la voix du président décide.

Les résolutions de l'Assemblée générale sont communiquées à tous les membres via courrier postal ou courriel électronique et porté à la connaissance de tout tiers sur demande.

Article 19.

Un registre de décisions et résolutions prises par l'Assemblée générale est tenu à jour et gardé par le secrétaire général. Les membres peuvent consulter le registre de la manière suivante ;

1. Lors d'une visite au siège social de l'EATIP
2. Sur demande écrite ou électronique au secrétaire général

B. Conseil d'administration

Article 20.

L'association est gérée par le Conseil d'administration agissant collégalement, composé d'au moins de onze personnes. Les administrateurs sont élus par l'Assemblée générale sur proposition faite par le Conseil d'administration; les administrateurs élus peuvent coopter d'autres directeurs afin d'occuper des positions vacantes. Le mandat des administrateurs est d'une durée de quatre ans et est renouvelable. Un administrateur qui est absent à trois réunions durant l'année comptable, sans avoir donné son mandat à un autre administrateur afin qu'il le représente, est considéré comme démissionnaire.

Article 21.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents et un trésorier. Leur mandat à la même durée que celui d'un membre du Conseil d'administration. Ils sont rééligibles. A l'initiative du président, ces administrateurs peuvent se réunir en comité afin d'examiner des affaires courantes et préparer les réunions du Conseil d'administration.

Article 22.

Le Conseil d'administration se réunit aux dates et lieux qu'il décide. Chaque administrateur peut être représenté aux réunions par procuration donnée à un autre administrateur. Un directeur ne peut représenter qu'une seule procuration. Le Conseil d'administration ne peut décider que si au moins la moitié des administrateurs sont présents ou représentés. Sauf indication contraire dans les statuts, le Conseil d'administration décide à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, le vote du président décide. Si le président le juge nécessaire ou à la demande d'un administrateur, le président peut inviter une personne – qui n'est pas administrateur – à participer à une réunion du Conseil d'administration. Cette personne n'a pas de droit de vote.

Article 23.

Le Conseil d'administration a la plus large capacité pour la gestion de l'Association. Toute question ou action qui n'est pas réservée par la loi ou par les statuts pour l'Assemblée générale est de la compétence du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut déléguer ses capacités à l'un ou de plusieurs de ses membres ou à un tiers.

Article 24.

Si, au cours de son mandat, un administrateur ne devait plus occuper un poste au sein d'un organisme membre de l'association, sa démission en tant qu'administrateur serait obligatoire et immédiate.

Article 25.

Le président est le seul représentant légal de l'association.

C. Groupe Consultatif

Article 26.

Le Conseil d'administration peut être assisté par un Conseil consultatif, qui est créé ou dissous à sa discrétion, et dont la fonction est de fournir des conseils sur l'exploitation, des questions de gestion, financière ou technique concernant l'EATIP.

Article 27.

Le Groupe Consultatif devra se composer de personnes ayant l'expérience adéquate requise par le Conseil d'administration, et qui sont invitées à titre personnel, pouvant ou ne pouvant pas être représentatif d'un type de membre de l'EATIP.

Article 28.

Le Groupe Consultatif n'a aucun pouvoir de décision.

V. Budgets et comptes

Article 29.

Le Conseil d'administration soumet, pour approbation, à l'Assemblée générale, lors de sa réunion annuelle, les comptes des recettes et dépenses de l'exercice comptable précédent, ainsi que la balance établie pour cette même période. Le Conseil d'administration présente également à l'approbation de l'Assemblée générale, le budget pour l'exercice comptable suivant. L'exercice comptable commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre.

Article 30.

Lors de sa réunion annuelle, l'Assemblée générale décide du rejet ou non des responsabilités du Conseil d'administration pour tout aspect concernant le financement et la gestion de l'EATIP.

VI. Gestion journalière et mandats spéciaux

Article 31.

Le président a à sa disposition un secrétariat qui effectue le travail résultant des décisions prises par le Conseil d'administration.

Le secrétaire général est désigné par le président en accord avec le Conseil d'administration.

Le président est habilité à confier à des collègues qualifiés tout travail ou mission qu'il juge opportun et dans l'intérêt de l'association et pour lequel il devra obtenir l'approbation du Conseil d'administration lors de sa prochaine réunion.

VII. Dissolution et Liquidation

Article 32.

L'Assemblée générale peut prononcer la dissolution de l'association par vote à la majorité des quatre cinquièmes des membres présents ou représentés et elle peut nommer un ou plusieurs liquidateurs. Après l'épuration de toute dette de l'association dissoute, le liquidateur a la liberté de donner les avoirs de l'association dissoute à une ou plusieurs personnes ou associations sans but lucratif, pour lesquelles les buts et intentions sociales sont similaires à ceux de l'association dissoute.

VIII. Dispositions générales

Article 33.

Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est régi par la loi. En l'absence de règles énoncées dans la loi, l'application de la disposition de droits communs et les règles internes de l'Association seront applicables.

Fait à Liège, le 2 décembre 2008